



Ville de Lisle-sur-Tarn

Département du Tarn

Commune de LISLE-SUR-TARN

## EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

N°682025

**Le Maire,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** la demande faite par l'entreprise Feral en date du 31 mars Feral afin de procéder à des travaux sous gouttières de la propriété située 6 rue Porte Peyrole,

**CONSIDERANT** que les travaux devant être effectués par le demandeur ne sont pas compatibles avec le maintien normal de la circulation sur les voies concernées,

Il y a lieu de prendre les mesures de sécurité suivantes :

### ARRETE

**Article 1 :** La circulation sera interdite 6 rue Porte Peyrole au droit des travaux du 22 au 25 avril 2025 entre 7 heures et 19 heures.

**Article 2 :** Des panneaux de signalisation correspondant aux normes en vigueur seront mis en place aux distances réglementaires et enlevés par l'entreprise Feral. Le présent arrêté doit obligatoirement être affiché sur le chantier.

**Article 3 :** Il est strictement interdit de nettoyer le matériel sur la voie publique. Toute évacuation dans le réseau public de pluvial est formellement interdite.

**Article 4 :** L'entreprise Feral demeurera seule responsable des nuisances et des dégâts qui pourraient être causés aux personnes ou aux biens pendant la durée de ce chantier. L'entreprise Feral mettra en place toutes les mesures de sécurité nécessaires.

L'entreprise Feral informera les riverains concernés.

**Article 5 :** La Gendarmerie et la Police Municipale de Lisle-sur-Tarn seront chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté.

POUR LE MAIRE,  
L'Adjoint délégué :  
Didier SALANDIN

Fait à Lisle-sur-Tarn, le  
Le Maire,  
Maryline LHERM

- 3 AVR. 2025



Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui a été publié le...- 3 AVR. 2025...et/ou notifié à l'intéressé(e) le - 3 AVR. 2025.... La présente décision pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de 2 mois à compter de cette notification ou de sa publication. Cette saisine pourra se faire, pour les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargés de la gestion d'un service public, par la voie habituelle du courrier ou via l'application informatique Télérecours, accessible par le lien : <http://www.telerecours.fr>.